



Le lundi 18 mars 2019

M. Le Président,

Suite à la grève d'une semaine des douaniers, Bercy a débloqué une enveloppe de 14 millions d'euro. Notre ministère sait donc où trouver l'argent et les moyens.

Depuis le 13 février, le gouvernement a mis sur la table le projet de réforme de la fonction publique. Au menu :

- contournement sournois des syndicats
- accentuation de la précarité
- salaire au mérite
- la casse du statut des fonctionnaires

Ce projet de Loi accompagne le projet CAP 2022 :

- suppression massive d'emplois
- replis et fermetures des services publics
- mise en place d'agences comptables et de services facturiers pour les collectivités locales

En clair, c'est réduire le financement de tous les services et droits qui nous sont utiles au quotidien.

FO DGFIP n'entend pas discuter de climatisation et de fauteuils alors que l'on nous amène droit au cercueil.

Jamais la menace sur les fonctionnaires n'avait été aussi frontale. TOUT est remis en cause, les droits collectifs issus du Conseil National de la Résistance de 1945, mais aussi les droits acquis par luttes syndicales.

Pour FO DGFIP, il n'y a plus de question à se poser. Un préavis national de grève a été lancé du 02 janvier au 31 mars 2019.

**Suite à la mobilisation intersyndicale du 14 mars 2019 et en prévision du mouvement de grève rassemblant la fonction publique et le privé, demain, 19 mars 2019, dénonçant le programme gouvernemental de destruction sociale, siéger à cette CHSCT serait juste une compromission inacceptable envers nos collègues en lutte.**

Par conséquent, FO DGFIP, exige une véritable négociation sur le projet de Loi de la Réforme de la Fonction Publique, l'abrogation du RIFSEEP et l'arrêt des suppressions d'emplois.

Le Bureau FO DGFIP GUADELOUPE